Pression artérielle : Attention à la prise prolongée de paracetamol

Page 3



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 04 Mars 2022

7 jrs/7

N°1875

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Burkina Faso : Des malfrats pris en possession de 28 millions FCFA de timbres fiscaux»

Page 12

Burkina Faso : Dr Albert Ouédraogo nommé Premier ministre de la transition

Page 10



Soudan: Une centaine de défenseurs des droits humains retrouve la liberté

Page 5



Zimbabwe : Les élections partielles émaillées de violences

Page 4



SANTE

Pression artérielle : Attention à la prise prolongée de paracétamol

Les personnes souffrant d'hypertension artérielle qui prennent du paracétamol sur ordonnance pourraient augmenter leur risque de crise cardiaque et d'accident vasculaire cérébral, selon une étude a indiqué la BBC.



L'équipe d'Edimbourg a déclaré qu'elle ne pouvait pas expliquer comment le paracétamol pouvait augmenter la pression artérielle



Ces médicaments étaient auparavant considérés comme plus sûrs que les analgésiques anti-inflammatoires non stéroïdiens

Selon les chercheurs de l'Université d'Édimbourg, cité par Afrique femme, les médecins devraient réfléchir aux risques et aux avantages pour les patients qui prennent ce médicament pendant plusieurs mois. Des experts affirment que des recherches sur un plus grand nombre de personnes et sur une plus longue période sont nécessaires pour confirmer les résultats. Le paracétamol est largement utilisé dans le monde entier comme remède à court terme pour les maux et les douleurs, mais également prescrit pour gérer la douleur chronique, malgré le peu de preuves de son avantage pour une utilisation à long terme.

L'étude a suivi 110 volontaires, dont deux tiers prenaient des médicaments contre l'hypertension artérielle

Dans le cadre d'un essai randomisé, on leur a demandé de prendre 1 g de paracétamol quatre fois par jour pendant deux semaines - une dose courante pour les patients souffrant de douleurs chroniques - puis des pilules factices, ou placebo, pendant deux autres semaines. L'essai a montré que le paracétamol augmentait la pression artérielle, «l'un des facteurs de risque les plus importants pour les crises cardiaques et les accidents vasculaires cérébraux», beaucoup plus qu'un placebo, explique le professeur James Dear, pharmacologue clinique d'Édimbourg. Selon nos sources, les chercheurs conseillent aux médecins de commencer à administrer aux patients souffrant de douleurs chroniques la dose de paracétamol la plus faible possible et de surveiller de près ceux qui présentent une pression artérielle élevée et un risque de maladie cardiaque.

Oumou Konaté

TCHAD

Un accident de route fait plus d'une trentaine de morts

Une collision entre deux bus de transport en commun a occasionné la mort de plus d'une trentaine de personnes ainsi qu'une cinquantaine de blessés dans la nuit de dimanche à lundi 28 février 2022 dans le centre du Tchad.



En mémoire des victimes de l'accident, la population de la ville d'Oum Hadjer a unanimement observé une journée de deuil pour compatir avec les parents des victimes

La route a encore fait des victimes. Plus d'une trentaine de morts ainsi que plusieurs blessés, tel est le bilan macabre de l'accident qui s'est produit au Tchad sur l'axe Oum Hadjer et Mangalmé, à environ 630 km à l'est de la capitale N'Djamena. «Il s*'agit d'une collision de deux bus de transports de passagers (...), l'un en provenance de N'Djamena et l'autre d'Abéché»*, a indiqué la ministre des Transports et de la Sécurité routière, Fatima Goukouni Weddeye, citée par Lefigaro.fr. «La collision a fait *33 morts et 54 blessés»*, a précisé Abdelaziz Hisseine, secrétaire général du département du Batha Ouest, ajoutant que «tous les blessés ont été transférés à Abéché». Bus éventré, la toile enfoncée et les sièges éjectés, tels sont les images diffusées sur les réseaux sociaux qui témoignaient de la violence de l'accident.

Si pour l'heure, les raisons exactes de ce drame restent inconnues, plusieurs hypothèses seront avancées par les survivants de ce drame dont notamment l'excès de vitesse, l'endormissement du chauffeur au volant, ou encore la thèse du dépassement raté, a indiqué RFI. Toutefois, une enquête a été diligentée par le ministère des Transports pour situer les responsabilités. «La route continue à tuer dans notre pays à cause des comportements irresponsables *et autres manquements sur la voie publique. Le ministère en charge des transports doit prendre l'entièreté de ses responsabilités à cet égard pour faire respecter les règles de circulation qui sauvent»*, a écrit sur sa page Facebook, le président de la junte au pouvoir, Mahamat Idriss Déby Itno, qui n'a pas manqué de présenter ses condoléances aux familles éplorées.

Les accidents de la circulation sont monnaie courante au Tchad. D'après le ministère tchadien des Transports, chaque année, les routes tchadiennes tuent en moyenne 2650 personnes, les jeunes étant les plus impactés entraînant par la même occasion des pertes financières d'environ 132 millions de dollars par an pour le pays , a rapporté lefigaro. fr. Le vieillissement du parc automobile et la désuétude du réseau routier étant les facteurs à risque .

Roseline BADO

ZIMBABWE

La campagne des élections partielles émaillée de violences

Une vague de violence a secoué le Zimbabwe lors de la campagne des élections partielles entraînant la mort d'un partisan de l'opposition lors d'un rassemblement dans la ville, Kwekwe, le week-end.





Les ONG appellent les autorités zimbabwéennes à mettre fin à la culture de la violence en s'abstenant de publier des déclarations incendiaires

Selon la police, 17 autres partisans du principal chef de l'opposition Nelson Chamisa ont été grièvement blessés lorsque des partisans présumés du parti au pouvoir Zanu-PF du président Mnangagwa ont attaqué le rassemblement. Lundi, des détectives ont déclaré à la presse locale avoir arrêté 16 suspects en lien avec les violences, qui surviennent à un moment où les partis politiques intensifient leurs campagnes avant les scrutins cruciaux. Selon la police, la victime Mboneni Ncube, 35 ans, a été poignardée avec un objet pointu dans la zone de la cage thoracique par les assaillants qui étaient armés de barres de fer, de machettes, de lances et de pierres. M. Fadzayi Mahere, le porte-parole du CCC, a déclaré à Nation Africa que M. Ncube «a été attaqué avec une lance et assassiné en plein jour» parce qu'il a qualifié de «voyous la Zanu PF» (parti au pouvoir, ndlr). «Son seul crime a été de croire en un Zimbabwe plus lumineux où tous sont libres», a-t-il ajouté.

Traitement inégal

Les organisations de la société civile ont imputé les violences à une prétendue police partisane et au manque de tolérance du parti au pouvoir. «Il est regrettable qu'avant

La suite à la page 5

SOUDAN

La suite de la page 4

les élections partielles du 26 mars, nous continuions d'être témoins d'actes de violence politique émanant de l'alliance impie entre les forces de l'ordre et le parti au pouvoir, le Zanu PF», a déclaré Crisis Zimbabwe, qui représente plus de 40 organisations civiles locales. Un tel scénario a créé un terrain de jeu inégal avant les élections partielles du 26 mars et les élections nationales de 2023. «Nous déplorons la conduite partisane des agents des forces de l'ordre et réitérons que les agents des forces de l'ordre doivent être apolitiques dans l'exercice de leurs fonctions. «Le chef de la délégation de l'Union européenne au Zimbabwe, Timo Olkkonen, a qualifié le meurtre de M. Ncube d'acte odieux de violence politique, qui doit être condamné. «Les responsables doivent être traduits en justice et des règles du jeu équitables pour la campagne doivent être garanties «, a écrit l'ambassadeur Olkkonen sur Twitter.

K.Fiakofi

Plus d'une centaine de militants et défenseurs des droits humains libérés par la junte au pouvoir



84 manifestants ont été tués depuis le début des manifestations dû au coup d'Etat du 25 octobre 2021

115 militants des droits de l'homme ont été libérés dimanche par les autorités alors que les manifestations sont toujours fréquentes dans plusieurs villes du pays après le coup d'Etat du 25 octobre 2021 orchestré par les militaires mettant fin au gouvernement de la transition.

La libération de ces militants des droits humains a coïncidé avec la visite de l'émissaire des Nations Unies, le sénégalais Adama Dieng qui a passé 5 jours à Khartoum dans des discussions avec des officiels soudanais et des membres de la société civile. Il dressait un bilan sceptique jeudi dernier sur le sort réservé à beaucoup de manifestants arrêtés ainsi que des opposants.

Il a souligné que l'effort des militaires dans les récentes libérations d'opposants n'était pas suffisant. Une déclaration bien indiqué puisque le lundi 28 février, lors d'un regroupement de plusieurs milliers de personnes opposées au coup d'Etat militaire du général Abdel Fattah al-Burhane mettant fin à la transition civile, un manifestant a été tué d'une balle dans la tête, selon des médecins pro-démocratie, cités

La suite à la page 6

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 5

par euronews. Environ 84 personnes ont été tuées lors des répressions au cours des 4 mois de manifestations qui ont jalonnées le pays.

Adama Dieng devrait rendre son rapport en juin, sur la répression contre le mouvement de contestation. L'émissaire de l'ONU a souligné avoir fait part de ses préoccupations aux autorités militaires.

« J'ai fait part de mes inquiétudes aux autorités quant aux pouvoirs élargis qui ont été octroyés aux forces de sécurité à la faveur de l'état d'urgence, dit-il. Cet état d'urgence a eu un effet néfaste sur les Droits humains, avec des attaques sur les hôpitaux, le harcèlement de journalistes, les arrestations et détentions arbitraires de militants ainsi que des cas de torture. », a indiqué l'émissaire de l'ONU, selon RFI.

« J'ai appelé les autorités soudanaises à mettre fin à l'usage de la violence excessive contre les manifestants, à lever l'état d'urgence, à libérer tous les militants toujours en détention, et à mener à bien des enquêtes impartiales sur ces violations des droits humains », a-t-il poursuivi.

Pour rappel, après le départ forcé de l'ancien président Omar El-Béchir le 19 avril 2019 sous la pression de la rue et des militaires, un gouvernement composé de civils et militaires avait été mis en place. Ce dernier sera renversé par le général Abdel Fattah al-Burhane et ses hommes, replongeant le pays dans des manifestations meurtrières qui durent depuis 4 mois.

Lucien DAKISSAGA

Le gouvernement annonce une formation professionnelle de masse et une campagne d'embauche



Le ministère de l'Emploi et du Travail envisage de lancer plusieurs projets de formation visant à créer des emplois dans les secteurs de la fibre optique, de la manipulation des aliments et de l'agriculture.

Les projets sont entrepris dans le cadre d'un accord de partenariat entre l'Institut Fuze pour la pratique humanitaire et la Caisse d'assurance-chômage UIF, selon le site Business Tech .Par le biais de ses programmes d'activation du travail ,l'UIF a réservé 551 millions de rands pour les trois projets pour que 19921 bénéficiaires, dont 70% sont d'anciens cotisants de l'UIF qui ont perdu leur emploi, suivent une formation. Les programmes de formation se concentreront principalement sur les disciplines de compétences telles que les manipulateurs d'aliments, développement d'entreprise et les techniciens de la fibre optique. Déjà, les 14 771 bénéficiaires ont été employés par le ministère de l'Éducation du

La suite à la page 7

SOUDAN DU SUD

La suite de la page 6



Créer l'emploi des jeunes est crucial pour la stabilité

KwaZulu-Natal après avoir terminé leur formation», a indiqué le département. "Le Département du développement économique, du tourisme et des affaires environnementales du KwaZulu-Natal s'est engagé à soutenir les 5 000 coopératives d'apprenants en achetant leurs produits agricoles tandis que Link Africa s'est engagé à employer les 150 bénéficiaires en tant que techniciens en fibre optique à la fin de la formation ", a indiqué le ministère dans un communiqué.

Génération d'emplois

Le président Cyril Ramaphosa a déclaré que le gouvernement se concentrerait sur la création d'emplois dans le pays au cours de l'année à venir, en particulier pour les jeunes. «Un service national de la jeunesse revitalisé recrutera sa première cohorte de 50 000 jeunes au cours de l'année prochaine" a déclaré le chef de l'Etat sud-africain dans son discours sur l'état de la nation en février dernier, soulignant que créer l'emploi des jeunes est crucial pour la stabilité», a-t-il déclaré. Il a affirmé que le Département de l'enseignement supérieur et de la formation placera 10 000 diplômés de l'EFTP au chômage sur les lieux de travail à partir d'avril 2022. Le président a également appelé le secteur privé à soutenir ces mesures et, dans la mesure du possible, à abandonner l'expérience comme condition d'embauche pour donner au plus grand nombre de jeunes possible leur premier emploi.

K.Fiakofi

440 civils tués dans des affrontements en 2021, selon l'ONU

Au moins 440 civils sont morts dans des combats brutaux entre factions rivales, dans le sud-ouest du Soudan du Sud en quelques mois seulement l'année dernière, a annoncé mardi 1er mars, l'ONU.

Le rapport fait suite à un avertissement des Nations Unies le mois dernier, selon lequel, le pays risquait un retour à la guerre, avec des épisodes de violence interethnique et des luttes intestines politiques menaçant d'annuler les progrès. De graves violations des droits de l'homme et des abus, y compris des centaines de meurtres, ont été commis contre des civils lors des combats dans le comté de Tambura, dans l'État de l'Équatoria occidental, selon le rapport conjoint publié mardi par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et Human Rights Watch. Le rapport de l'ONU, selon l'AFP, a accusé les membres des forces armées fidèles au président Salva Kiir et les rivaux du Mouvement de libération du peuple soudanais/

La suite à la page 8

SOUDAN DU SUD

La suite de la page 7

Armée en opposition (SPLM/ A-IO) du vice-président Riek Machar, ainsi que "leurs milices affiliées respectives pour la violence". Entre juin et septembre de l'année dernière, au moins 440 civils ont été tués dans des combats entre groupes rivaux dans le comté de Tambura, 18 blessés et 74 enlevés, selon le rapport.





Le groupes armés accusés de pillage et de destruction de biens, de conscription d'enfants et d'attaques

En outre, quelque 80 000 personnes ont été forcées de fuir leurs maisons pour échapper aux combats, selon le rapport . Le pillage et la destruction de biens, la conscription d'enfants, les attaques contre le personnel et les installations, les discours de haine et l'incitation à la violence figurent parmi les autres violations des droits humains découvertes par l'enquête. Le rapport de l'ONU a indiqué que les personnes soupçonnées d'avoir incité et aidé les dernières violences de Tambura comprenaient des responsables militaires de haut rang et des chefs communautaires et religieux. Nous appelons toutes les parties au conflit à demander des comptes à toutes les personnes impliquées dans les meurtres, les viols et les enlèvements, entre autres graves violations des droits de l'homme», a déclaré la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, dans un communiqué.

K.Fiakofi



RDC

Au moins 20 civils tués dans une attaque à l'est, selon un rapport

Au moins 20 civils ont été tués lors d'une attaque dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), selon une annonce de l'agence de presse Reuters.





Depuis le début de l'opération fin novembre, le groupe ADF a continué d'attaquer et de tuer des civils

L'attaque s'est produite dimanche 27 février dans le village de Kikura, a confié Odette Zawadi, présidente d'une organisation militante locale, à l'agence Reuters. Les assaillants ont frappé vers 21 heures, brandissant des machettes et incendiant des maisons, poursuit la militante. Comme elle, Claude Kalinde, impute l'attaque au groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF). L'attaque survient des mois après que les troupes congolaises et ougandaises ont lancé une opération conjointe contre les ADF, qui ont tué des milliers de civils dans la région. Parmi les 20 morts figurent deux femmes et une fille d'environ 9 ans, a indiqué de son côté David Moaze, avocat et coordonnateur de l'ONG Action pour la défense des droits de l'Homme. Selon Ricardo Rupande, président de la société civile locale, les militaires «ont laissé à l'ennemi le temps de se réorganiser» dans cette région du territoire de Beni où sont également présents les Forces armées congolaises (FARDC) et les Casques bleus de la Mission de l'ONU en RDC .

Depuis le début de l'opération, fin novembre, le groupe a

La suite à la page 10

La suite de la page 9

continué d'attaquer et de tuer des civils. En décembre, au moins 16 personnes ont été tuées dans une attaque supposée avoir été menée par le groupe ADF dans la commune de Mangina. "Nous ne semblions déjà pas avoir confiance dans ces soi-disant opérations conjointes, comment pouvez-vous expliquer que 20 personnes soient tuées en présence de ces deux forces? " a déclaré Zawadi un habitant à Reuters. Le capitaine Antony Mwalushayi, porte-parole des FARDC, a déclaré à Reuters que les soldats de la région avaient mis du temps à apprendre la dernière attaque car les assaillants n›avaient pas utilisé d›armes à feu. «Nous ne pouvons pas nous décourager car l'objectif de l'ennemi est de nous décourager, de nous séparer de la population», a-t-il conclu.

K.Fiakofi

Dr Albert Ouédraogo nommé Premier ministre de la transition



Dr Albert Ouédraogo (photo) a été nommé ce jeudi 3 mars 2021, Premier ministre de la transition burkinabè.

Il est né le 06 Avril 1969 à Dori, dans la province du Séno. Le nouveau Premier ministre est économiste, spécialiste en développement des entreprises et en management. Il est titulaire d'un Doctorat en Sciences de gestion et dispose d'une solide expérience dans le domaine du management des administrations publiques, des projets de développement ainsi que des entreprises privées. Dr Albert Ouédraogo a conduit plusieurs missions d'études sur le développement du secteur privé, sur la faisabilité économique et financière de création d'entreprises et d'organisation,sur l'élaboration de plans stratégiques de même que des missions d'audits organisationnels et d'élaboration de manuels de procédures Il a enseigné pendant plusieurs années dans les universités publiques et privées du Burkina Faso. Dr Albert Ouédraogo est marié et père de deux (2) enfants.

KENYA

libération de plus de 130 migrants illégaux arrivés d'Éthiopie

Selon l'ambassadeur éthiopien au Kenya, Meles Alem, cité par l'agence Reuters, les Éthiopiens ont été libérés de six prisons différentes autour de la capitale, Nairobi. Les Éthiopiens avaient été détenus dans les centres de détention de Kiambu, Gigiri, Pangani, Jogoo, Buruburu et Dandora pendant une période allant d'un à neuf mois. Alem a déclaré que les prisonniers avaient été renvoyés chez eux après avoir été graciés. Cependant, il n'a ni révélé les circonstances de leur libération ni mentionné quand ils ont été libérés ou renvoyés chez eux. Le Kenya a gracié 139 Éthiopiens qui étaient entrés illégalement au pays pour se rendre en Afrique du Sud, a partagé l'ambassadeur sur sa page Facebook officielle, remerciant le gouvernement kenyan pour "sa miséricorde».

Auparavant, les autorités kényanes avaient mis aux arrêts des centaines de migrants illégaux dont quelques trafiquants d›êtres humains en provenance d›Éthiopie. Encouragés par la réussite de certains de leurs pairs, tous les deux ans, des centaines de migrants éthiopiens entreprennent le voyage périlleux à travers plusieurs pays africains, dans leur rêve d'atteindre l'Afrique du Sud, à la recherche d'un meilleur travail. Beaucoup commencent leur voyage en entrant illégalement au Kenya voisin avant de traverser vers la Tanzanie qui est souvent utilisée comme voie de transit pour les Africains de l'Est vers l'Afrique du Sud. L'année dernière, l'ancien président tanzanien, Joseph Magufuli, a ordonné la libération de 1 789 Éthiopiens emprisonnés pour être entrés illégalement dans le pays. Bien que l'Éthiopie soit considérée comme l'une des économies à la croissance la plus rapide du continent selon l'ONU, le taux de chômage élevé associé aux conflits pousse des milliers de personnes à quitter le pays à la recherche d'emplois lucratifs.



Les autorités kényanes ont libéré 139 Éthiopiens qui étaient emprisonnés pour entrée illégale dans le pays.



Le chômage élevé et les conflits poussent des milliers de personnes à quitter le pays

K.Fiakofi

BURKINA FASO

Des malfrats arrêtés en possession de près de 28 millions FCFA de timbres fiscaux

La Police nationale a mis fin aux activités malsaines de 5 présumés délinquants dans la capitale burkinabè, Ouagadougou. L'annonce a été faite le 03 mars 2022 et deux des délinquants ont déjà été déférés.



Les trois malfrats, non encore déférés, avec une partie de leur butin



Des timbres fiscaux d'une valeur de 28 millions FCFA et des motos ont été également saisi lors de l'arrestation des délinquants

Selon le communiqué de la Police nationale, *"au moment de l'interpellation de tous ces présumés malfrats, il a été saisi entre leurs mains un pistolet automatique, cinq (05) motos, 64.900 faux timbres fiscaux évalués à près de 28.000.000 FCFA, un lot important de billets noirs, des coupures de faux billets de 5.000 FCFA et plusieurs autres objets"*. L'âge des individus mis aux arrêts est compris entre 16 et 40 ans et ils étaient répartis entre 3 réseaux différents pour leur sale besogne, selon le communiqué de la Police.

La même source indique que le *premier groupe, constitué d'un binôme, s'était spécialisé dans les vols à main armée et les vols avec effraction. Ils opéraient tard la nuit, dans les endroits isolés et mal éclairés de plusieurs quartiers tels Toeyibin, Patte-d'Oie et Pissy"*.

Quant au second groupe, il *"est composé de présumés escrocs agissant en bande organisée avec des complices résidant dans un pays voisin. Ses membres, grâce à un stratagème dont eux seuls ont le secret, parvenaient à convaincre leurs victimes qu'elles pouvaient devenir riches en achetant des billets noirs qui, une fois lavés, deviendraient de vrais billets de banque"*

S'agissant de la dernière, toujours selon le communiqué, elle *"est composée d'individus spécialisés dans la confection, le transport et l'écoulement de faux timbres fiscaux. À l'aide d'un imprimeur implanté à l'étranger, ils faisaient imprimer à grande échelle des timbres fiscaux à moindre coût qu'ils convoyaient à Ouagadougou pour ensuite être vendus sur le marché"*. La Police nationale a réitéré sa détermination à jouer son rôle régalien dans la sécurisation des personnes et des biens et a appelé la population à plus de vigilance.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

La gestion du chemin de fer par le groupe Bolloré décriée lors d'une marche

Le jeudi 3 mars 2022, les militants et sympathisants du mouvement de la société civile Consortium Burkina 2050 ont organisé une marche de protestation à Ouagadougou. Objectif: dénoncer la gestion du chemin de fer actuellement aux mains de la multinationale française Bolloré.



La coordinatrice du Consortium Burkina 2050, Dr Nestorine Sangaré (micro), exige la résiliation du contrat avec le groupe français Bolloré



Pendant près de trois heures d'horloge, les manifestants ont parcouru le centre-ville avec des slogans à l'encontre du groupe français Bolloré

Il est 8 heures et demie quand nous arrivons sur les lieux du début de la marche, plus précisément à hauteur du siège du Fespaco à l'entrée du quartier Gounghin. Des dizaines de manifestants s'étaient déjà regroupés par endroits en train de converser, soit sur la situation nationale, soit les mobiles de l'activité du jour. Sur certaines pancartes on pouvait lire «Bolloré dégage», «Tant d'années d'exploitation, trop c'est trop»…Des manifestants arboraient également des T-shirts estampillés: «Pour sauver notre chemin de fer, je m›engage», «Sauvons ce qui reste de notre chemin de fer». A 9 heures 10 minutes, les organisateurs donnent le top départ et c'est parti pour une marche sur une dizaine de kilomètres. Partis de l'avenue de la Bataille du rail, les manifestants battent le pavé et rallient l'avenue de Lyon en passant devant le quartier général de l'Armée burkinabè, scandant des propos hostiles à la multinationale française. A cet endroit précis, ils marquent un arrêt et observent une minute de silence en mémoire, disent-ils, de toutes les victimes de l'insécurité au pays des Hommes intègres.

La suite à la page 14

La suite de la page 13



Les portes du groupe Bolloré, entièrement closes, à l'arrivée des manifestants en cette matinée du 3 mars 2022

La multinationale française vertement tancée

Après cette pause, la colonne des manifestants se remet en branle. Leur rang grossit au fur et à mesure de l'avancée de l'itinéraire de la marche. Conformément au trajet prévu, les manifestants vont à la gare de train communément appelée Sitarail pour, disent-ils, apporter leur soutien aux cheminots, meurtris, selon eux, par la «gestion chaotique» du chemin de fer par la société Bolloré. «Nous sommes sortis ce matin pour une seule raison et c'est pour demander la résiliation du contrat accordé à la filiale de la société Bolloré quant à la gestion de notre chemin de fer. Nous voulons que cette gestion soit désormais confiée à une entreprise soucieuse des intérêts des travailleurs et sensible à la souffrance du peuple burkinabè. Aujourd'hui nous sommes écœurés de constater les ruines au niveau de la gare principale et la fermeture de neuf (09) autres gares à travers le pays. De ce fait, nous exigeons du gouvernement burkinabè qu'il engage des poursuites contre cette société et ses représentants locaux», s'est indignée Nestorine Sangaré, coordonnatrice de Consortium Burkina 2050. A entendre cet ex ministre de la femme sous l'ère Compaoré, l'activité du jour n'est pas dirigée contre le peuple français mais contre une société qui, selon elle, a pris en otage les ressources de tout un pays. Une fois le message diffusé, les marcheurs arpentent la zone commerciale pour retrouver la représentation de la société française Bolloré dans le quartier Koulouba.

Portes closes à la société Bolloré

Venus pour remettre une lettre de protestation aux premiers responsables du groupe Bolloré, les manifestants feront face à des portes hermétiquement fermées de la société Bolloré. La tension monte subitement d'un cran entre les marcheurs et les gardiens des lieux. Les premiers exigent la présence des responsables du service avant toute remise de la doléance. Après quelques minutes d'échanges tendus, une délégation des marcheurs entre dans la cour de la société pour remettre une lettre au service courrier. Il est 11 heures, le soleil est bientôt au zénith et diffuse de façon constante ses rayons brûlants. Manifestants et Hommes de médias semblent épuisés mais restent décidés à tout suivre de la marche, jusqu'au dernier cap à valider: le ministère des Transports. A 11 heures 45 minutes, ils arrivent enfin dans ce département gouvernemental. Là, les manifestants seront reçus et leur lettre de protestation remise en mains propres aux responsables du ministère des Transports. Visiblement satisfaite, la coordonnatrice Nestorine Sangaré a remercié les uns et les autres et les a par ailleurs invités à se tenir prêts pour d'éventuels mots d'ordre de protestation.

Abdoul Karim TAPSOBA

ANNONCE



BANQUE & FINANCE

Certificats

CE / CS / CF / CQT

Diplômes

MASTER 1 & 2 / MBA

Le leader mondial de la formation en ligne

+22677200026

+222677200026

otc@otc-mail.com

/OTCMEDIA1

/OTCInt

/OTCWORLD

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Centrafrique: l'ancien ministre Maxime Mokom interpellé par les services secrets tchadiens



L'ancien ministre du DDRR (désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement) et haut responsable de la coalition rebelle CPC Maxime Mokom est de retour à Ndjamena après avoir été interpellé le dimanche 27 février 2022 à la frontière centrafricaine par l'Agence nationale de sûreté tchadienne (ANS) indique RFI. Selon la source, Le chef de milice anti-balaka placé sous sanctions du trésor américain réside actuellement au Tchad avec les principaux leaders des groupes armés centrafricains dans l'attente des pourparlers menés par l'Angola.

Exploitation gazière : le Nigeria et la Guinée équatoriale joignent leurs forces



Pour la connexion de champs offshore nigérians à une plateforme équato-guinéenne de traitement, un protocole d'accord lie les deux pays, a rapporté le Journal du Gabon. L'axe Abuja-Malabo se réchauffe par le gaz. C'est dans ce sens qu'un partenariat a été conclu, le 02 mars 2022, entre le ministre nigérian des Ressources pétrolières et son homologue équato-guinéen. Grâce à cette coopération Sud-Sud, a indiqué le ministre équato-guinéen, le gaz offshore nigérian pourrait être mis sur le marché dans un délai de 18 à 24 mois seulement, selon nos sources.

Tunisie : Mandat de dépôt contre Abderrazek Kilani



Un mandat de dépôt a été émis, le mercredi 2 mars 2022, par le juge d'instruction près le tribunal militaire de première instance de Tunis contre l'ancien bâtonnier des avocats, Abderrazek Kilani, a rapporté Webdo.tn. Abderrazak Kilani est poursuivi pour association qui touche à la paix, pour s'être interposé à l'application de la loi, et, pour atteinte et menace envers un fonctionnaire public. A cet effet, Samir Dilou, avocat de Kilani a souligné qu'une vingtaine d'avocats se sont portés à la défense de son client.

La Namibie veut renforcer ses relations avec le plus grand centre de commerce de diamants



L'Etat namibien veut renforcer ses liens avec l'Antwerp World Diamond Centre (AWDC), le plus grand centre de commerce de diamants au monde, a rapporté l'Agence Ecofin. Le président Hage Geingob et son ministre des Mines, Tom Alweendo, ont visité, cette semaine, le centre en Belgique où ils ont inspecté une cargaison de diamants namibiens et discuté de futures opportunités commerciales. Selon les données officielles, cité par notre source, le commerce bilatéral direct de diamants entre Anvers et la Namibie s'est élevé en 2021 à plus de 133 millions de dollars. Rappelons que le pays fait partie du top 10 des plus grands producteurs mondiaux de diamants, avec 1,5 million de carats produits en 2020.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Maroc : une prière dans les mosquée pour la pluie



Le ministère des Habous et des Affaires islamiques a annoncé, mercredi 02 mars 2022, la tenue sur l'ensemble du territoire marocain, une prière pour la demande de pluie alors que le pays fait face à une sécheresse, a rapporté MSN. Cette invocation se fera à travers un prêche unifié et l'imploration du Très-Haut par les fidèles en pareille circonstance, tout en élevant les prières rogatoires habituelles après la prière du vendredi, dans l'ensemble des mosquées, a précisé le ministère, selon notre source.

Zimbabwe : bientôt une centrale solaire d'une capacité de 185 MW



La compagnie Zimplats vient d'obtenir une licence pour produire 185 MW d'énergie solaire qui viendra compléter l'énergie hydraulique déjà exploitée dans le pays, a rapporté l'Agence ecofin. La première phase du projet de centrale permettra de produire 35 MW et sera mise en œuvre d'ici 2024, pour un coût de 37 millions de dollars, a ajouté notre source.

Cameroun anglophone : sept personnes, dont un sous-préfet, tuées par des hommes armés



Sept personnes, dont un sous-préfet et un maire, ont été tuées, le mercredi 02 mars 2022, dans l'attaque de leur convoi par des hommes armés, sur une route du sud-ouest anglophone du Cameroun, a rapporté TV5 Monde. L'attaque a été perpétrée contre le convoi du sous-préfet qui était en tournée à Bekora, dans la région administrative du Sud-Ouest, a déclaré le gouverneur régional Bernard Okalia Bilaï.

Lesotho : Le parti au pouvoir se retire de son propre gouvernement



Le parti au pouvoir au Lesotho s'est retiré de son propre gouvernement, mercredi 02 mars 2022, dans un geste dramatique visant à forcer le Premier ministre Moeketsi Majoro à démissionner, selon le site Ewn. La All Basotho Convention (ABC) a élu le mois dernier Nkaku Kabi comme son nouveau chef et les partisans veulent qu'il devienne Premier ministre. «*Lors de sa séance du 2 mars 2022, le caucus ABC a pris la décision de se retirer du gouvernement de coalition et de l'accord de coalition avec le Congrès démocrate*», lit-on dans un communiqué, cité par notre source.

Afrique : la cheffe de la CEA exhorte à exploiter la technologie et l'innovation



La secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), Vera Songwe, a appelé, mercredi 02 mars 2022, les pays du continent à exploiter tous les potentiels que constituent la science, la technologie et l'innovation comme modèle de développement accéléré. Dans un communiqué, elle a appelé à la création d'un réseau africain de développement et de transfert de technologies pour stimuler l'innovation et accélérer le développement sur le continent.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Libye : les factions armées de l'ouest rejettent le nouveau gouvernement, déclaration



Plusieurs factions armées de l'ouest de la Libye ont annoncé leur rejet du nouveau gouvernement qui a été approuvé par la Chambre des représentants, le Parlement du pays. «*Nous annonçons par la présente notre rejet total de la procédure adoptée par la Chambre des représentants, par laquelle un nouveau gouvernement a été approuvé, ce qui constitue une violation de l'accord politique et des règles de procédure de la Chambre des représentants*», ont indiqué, mardi 1er mars 2022 , les factions armées dans une déclaration. «Notre seule option est de rendre sa légitimité au peuple libyen et d'organiser des élections pour sélectionner ceux qui représenteront cette légitimité», ont-ils ajouté.

Migration : l'Espagne remonté contre le Maroc après l'arrivée de migrants sur son territoire



Les autorités espagnoles accusent le Maroc de passivité face à une tentative des migrants d'origine d'Afrique Subsaharienne d'entrée en Espagne par le biais de la frontière entre les deux pays à Melilla le 2 mars 2022, a rapporté Bladi.net. « Il est impossible que le Maroc n'ait pas détecté une colonne humaine de 2 500 personnes qui se déplace sur plus de 15 km », dénoncent des sources gouvernementales, citées par notre source. A noter que 420 parmi les 2 500 migrants ont pu pénétrer le sol espagnol et se sont dirigés directement vers le centre dédié aux immigrés (CETI) pour faire une demande d'asile politique.

RDC/Procès Chebeya-Bazana : Peine de mort requise contre Christian Kenga Kenga



Le ministère public a requis la peine de mort à l'encontre du prévenu Christian Ngoy Kenga Kenga, et 10 ans de prison contre Jacques Mugabo, le ler 02 mars 2022, a rapporté Radio Okapi. Le commissaire adjoint Paul Mwilambwe, à lui, bénéficié d'un acquittement pur et simple, car, selon le ministère public et les parties civiles, il s'est simplement retrouvé à un mauvais endroit et dans une période suspecte. Cependant, le ministère public a demandé aux juges une réévaluation du taux de réparation, en qualifiant d'exorbitantes les sommes sollicitées par les parties civiles. La suite des plaidoiries est prévue pour le mercredi 9 mars 2022.

La France retire ses coopérants du Mali



Après l'annonce du retrait définitif de la Force Barkhane du Mali par la France, deux semaines après, c'est une autre annonce dans la crispation des relations entre Bamako et Paris : le retrait des coopérants français en fonction dans les différents ministères du pays de Soundiata Kéita. En effet, selon l'hebdomadaire Jeune Afrique, cette décision du président français, Emmanuel Macron, devrait être portée aux autorités maliennes et être discutée avec elles depuis le 28 février dernier.

ANNONCE

WHATSAPP ONLINE ENGLISH

Cours d'appui en ligne



Tle A4,A5, D, C, G2
Math, PC, HG,
Anglais, Français,
Philo, Allemand,
SVT

35.000fcfa
au lieu de 50000



Anglais, français,
HG, PC, SVT, Math

3e

25000fcfa
au lieu de 35000

Début et fin des cours
1er mars-31 mai

En ligne sur WhatsApp

Contact WhatsApp 66 27 21 87

- **Ce programme de cours en ligne concerne les candidats libres aux examens de BEPC et baccalauréat session de 2022 ainsi que les élèves qui suivent les cours quotidiennement. Vous pouvez soit suivre le programme complet ou choisir les matières qui vous paraissent difficiles.**

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
TTC
A Seulement
≈ 90 €
≈ 104 $
≈ 59 000 FCFA
http://quotidiennum
Contacts : +226 76 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info